

Guyane : Atteindre tous les publics grâce aux « jeunes-ressources »

Entretien avec Sonia Marchaland,

infirmière, conseillère familiale et conjugale, animatrice bénévole au planning familial dans la collectivité territoriale de Guyane, à Cayenne.

La Santé en action : Pourquoi animez-vous le volet

Jeunes-Ressources du programme Genre et Santé sexuelle de Guyane ?

Sonia Marchaland : En 2004, infirmière à la protection maternelle et infantile (PMI) de ce qui s'appelait alors le conseil général de Guyane, j'ai suivi une formation dispensée par le planning familial national, avec d'autres collègues. Nous avons été séduites par ses valeurs féministes et d'éducation populaire. Dans la foulée en 2005, nous avons créé une association, le premier planning familial sur le territoire, qui a été animé par des bénévoles jusqu'en 2020. Nous organisons des groupes de parole de femmes pour discuter de la sexualité et des risques : contraception, interruption volontaire de grossesse, infections sexuellement transmissibles (notamment le sida), prévention des violences, etc. Nous nous déplaçons sur le territoire, en travaillant avec les maisons de quartier et les associations ou les institutions qui suivaient les jeunes – l'aide sociale à l'enfance (ASE), la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Ensuite, nous avons commencé à organiser des formations pour les professionnel·le·s concerné·e·s, mais aussi pour des « personnes-relais » ou « personnes-ressources », une activité qui a pris de plus en plus de place.

S. A. : Pourquoi avoir intégré les adolescent·e·s dans la formation des personnes-ressources ?

S. M. : Nous avons réfléchi à la manière d'être plus efficaces pour transmettre l'information et atteindre tous les publics, pas seulement les adultes ou les mineur·e·s en difficulté. En Guyane, 50 % de la population a moins de 25 ans. Nous avons mis sur pied une première formation inter-générationnelle avec une douzaine de personnes, de 17 à 50 ans. Et cela a fonctionné, avec une bonne confrontation de points de vue. Nous avons alors pensé : « Qui peut mieux parler de sexualité à un·e jeune qu'un·e autre jeune ? ». Nous avons donc proposé à ces jeunes de co-animer des groupes de parole, chacun·e en binôme avec un·e bénévole du planning familial. Nous avons renouvelé l'expérience dans un lycée de Cayenne, à la demande d'une infirmière scolaire. Nous avons repéré quelques adolescent·e·s, enthousiastes, avec un bon potentiel de communication, à qui nous avons proposé une formation afin qu'il·elle·s puissent faire vivre elleux-mêmes des groupes de parole dans leur établissement scolaire. C'est ainsi que le dispositif Jeunes-Ressources en genre et santé sexuelle est né en 2017.

S. A. : Comment se déroule cette formation de quatre jours consécutifs ?

S. M. : Les relations femmes-hommes sont abordées par rapport aux questions de contraception et de prévention, du sida et de ses représentations, des infections sexuellement transmissibles, de la prise de risques et des situations à risques, de la

L'ESSENTIEL

▣ Le planning familial de la collectivité territoriale de Guyane propose une formation de quatre jours à des lycéen·ne·s volontaires pour qu'il·elle·s puissent faire vivre des groupes de parole sur la sexualité dans leur établissement scolaire. Le dispositif Jeunes-Ressources en genre et santé sexuelle existe depuis 2017 et il est soutenu par le rectorat. Les jeunes concerné·e·s en retirent un bénéfice sur le plan individuel notamment en acquérant plus de facilité à s'exprimer sur la sexualité. Cependant, d'autres actions doivent être menées pour qu'il·elle·s parviennent à jouer leur rôle d'ambassadeur·rice auprès de leurs camarades.

prévention des violences. Une partie importante est consacrée à la transmission du savoir, l'écoute et le non-jugement. Pour les participant·e·s, cela implique un travail sur soi, car nous partons de nos représentations personnelles sur la sexualité pour voir comment elles influent sur notre vie. Nous utilisons des méthodes interactives (jeux de rôle, mises en situation, etc.), d'abord pour créer une cohésion de groupe, car c'est de l'intimité dont nous allons parler ; pour que chacun·e puisse s'exprimer, il faut un cadre sécurisé. De plus, c'est une façon pédagogique et ludique de traiter ces questions. Nous ne demandons pas à ces jeunes-ressources de devenir des professionnel·le·s de la santé sexuelle ; nous cherchons juste à développer leur savoir-faire et leur savoir-être. Par exemple, si une fille



© RMH-Grand Palais / Laurence Vidal

au lycée vient se confier parce qu'elle s'inquiète de ne pas avoir ses règles, il leur faut se montrer empathique, à l'écoute et en mesure d'orienter leur camarade vers les bonnes personnes.

S. A. : Comment sélectionnez-vous ces jeunes-ressources ?

S. M. : Il n'y a pas de critères de sélection, la participation à la formation se faisant sur la base du volontariat. Précisons que les sessions se déroulent pendant les vacances scolaires. Ce sont les plus motivé-e-s qui viennent. Nous comptons dans ces groupes un peu plus de filles (61 % en 2022) que de garçons. Nous essayons toutefois de cibler les élèves de seconde, puisqu'il-elle-s vont rester au lycée trois ans, et qu'il-elle-s pourront faire bénéficier leurs camarades de leur expérience pendant ce temps. Même s'il-elle-s n'ont pas tou-te-s une sexualité active, nous les estimons suffisamment matures pour ce rôle.

S. A. : Quels sont vos partenaires et vos financeurs ?

S. M. : Le programme est financé par l'agence régionale de santé, la collectivité territoriale – sous forme de mise à disposition de personnel –, la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Lorsque nous avons démarré, nous avons sollicité une rencontre avec le rectorat notamment pour que l'on nous ouvre la porte des établissements scolaires. Nous voulions expliquer au personnel de l'Éducation nationale notre démarche afin

qu'elle soit bien comprise. L'intérêt de l'académie pour la démarche s'est concrétisé avec la création du statut d'« ambassadeur-riche de l'égalité filles-garçons », sur le modèle des ambassadeur-riche-s anti-harcèlement qui se sont développé-e-s dans les lycées. Ce soutien du rectorat est important, mais pas forcément suffisant, car au sein des lycées, c'est un peu problématique pour ces jeunes de faire fructifier concrètement leur formation auprès de leurs camarades : aux yeux de l'établissement, il-elle-s sont dans le cadre scolaire pour étudier avant tout ; peu d'espace leur est donc laissé pour jouer leur rôle.

S. A. : Quel bilan faites-vous de ce programme ?

S. M. : En 2022, nous avons formé 53 jeunes. À la fin des sessions, nous faisons une évaluation sur l'intérêt qu'il-elle-s y ont trouvé, la pertinence des outils utilisés, leurs difficultés éventuelles, etc. Le taux de satisfaction concernant la formation est de 100 %. Globalement, on peut dire que le programme fonctionne très bien sur le plan individuel. Les verbatim recueillis l'illustrent. Par exemple, celui-ci d'Isabelle : « On a parlé des violences. J'ai compris que ce n'était pas forcément physique, ça pouvait être psychologique. Ça m'a donné plus de conscience. » Les jeunes en retirent quelque chose de très positif pour elleux-mêmes, voire leurs proches, famille ou copains, avec lesquels il-elle-s abordent plus facilement le sujet de la sexualité. Mais il est plus compliqué de faire un bilan collectif

de leur rôle d'ambassadeur-riche-s. Lors d'un groupe de travail, avec la participation de quelques lycéen-ne-s formé-e-s, nous avons identifié plusieurs pistes d'action : remobiliser le personnel encadrant des lycées par une rencontre en début d'année scolaire ; développer la visibilité des jeunes dans les établissements, en utilisant des badges ou des tee-shirts, ou en co-animant des stands avec elles.eux. Et il nous paraît également essentiel de mener avec les jeunes une réflexion sur les réelles missions que peut mener un-e ambassadeur-riche. ■

Propos recueillis par Nathalie Quérue, journaliste.

REPÈRE

La Guyane présente des spécificités en santé sexuelle, notamment une entrée précoce dans la vie sexuelle : l'âge moyen du premier rapport est de 15,6 ans contre 17,5 ans en métropole. Le taux de grossesse précoce est 7 fois supérieur à celui de l'Hexagone. Le niveau de violences sexuelles y est préoccupant : 30 % des Guyanaises interrogées déclarent ne pas vraiment avoir souhaité leur première relation sexuelle (contre 16 % en métropole).

Pour en savoir plus :

Agence régionale de santé Guyane, *Stratégie régionale santé sexuelle en Guyane 2022-2024*. En ligne : <https://www.guyane.ars.sante.fr/media/91677/download?inline>